

« De Fidel et Raul, nous avons appris à nous défaire des lamentations inutiles et à nous concentrer sur la recherche de solutions, à transformer les défis en opportunités et les revers en victoire »



[Discours prononcé lors de la cérémonie de clôture de la 3e Période ordinaire des sessions de la 9e Législature de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, au Palais des Conventions, le 13 juillet 2019](#)

Auteur: Rédaction digital | informacion@granma.cu
15 juillet 2019 12:07:13

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)

Cher général d'armée Raul Castro Ruz, Premier Secrétaire du Comité Central du Parti,
Compañero Esteban Lazo Hernandez, Président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire,
Députés et invités,

Aujourd'hui, nous fermons un cycle de travail intense et productif.

Au cours de cette période, le Parlement n'a pas seulement élaboré et adopté trois nouvelles lois – comme nous nous l'étions proposé –, mais parallèlement, à travers ses commissions, il a évalué les activités fondamentales du pays, en soulignant avec précision, sérieux et responsabilité ce en quoi nous avançons et ce en quoi nous ne le faisons pas, et ce qu'il est possible et nécessaire de faire pour résoudre nos principaux problèmes.

Des résumés détaillés des débats au sein des commissions ont été diffusés dans les médias. Tous montrent une connaissance plus approfondie et une meilleure compréhension du moment dans lequel nous vivons. Et le plus important : ils identifient clairement les questions les plus urgentes.

Les 38 activités qui ont été l'objet d'un contrôle par les commissions sont précisément celles dans lesquelles se concentrent les plaintes qui sont apparues dans les états d'opinion de la population, et pour lesquelles la gouvernement a décidé les principales actions à entreprendre pour leur apporter une solution.

Je sais que, face à l'ampleur des obstacles engendrés par le bureaucratisme, l'insensibilité, la négligence et d'autres maux, certains pensent qu'il ne sera pas possible d'aller de l'avant et avec une certaine dose de fatalisme, qui paralyse et ralentit l'enthousiasme, ils affirment que « cette situation, personne ne peut y remédier ».

J'ai aussi conscience de la préoccupation sincère de ceux qui estiment que nous exigeons trop de nous-mêmes ou que tout le mérite réside dans notre action personnelle, que nous nous occupons, y compris, de tâches qui « ne reviennent pas à un président ».

Je me demande quelle tâche pourrait ne pas être du ressort du Président dans une nation comme Cuba, dans une Révolution comme la nôtre, quand nous sommes précédés par les exemples de Fidel et de Raul (Applaudissements).

José Martí l'avait dit autrefois et eux, ils l'ont tenté : « ...faire bouger un pays, aussi petit soit-il, est une œuvre de géants. Et quiconque ne se sent pas l'âme d'un géant d'amour, ou de courage, ou de pensée, ou de patience, ne devrait pas l'entreprendre. »

Dans notre cas, je l'ai déjà dit plus d'une fois, non seulement nous travaillons sous la direction et avec l'accompagnement du général d'armée et de la Génération historique, mais nous croyons profondément en l'œuvre collective. Et notre Conseil de ministres agit, en général, avec l'intensité et l'urgence que nous dicte la vie, à partir de l'échange constant avec le peuple, avec les pieds et les oreilles fermement collées sur terre, comme Raul nous le demande.

« Dans un siècle, nous serons cette histoire enseignée au collège qui ennue les enfants parce que désormais, c'est du passé... Vous, vous ne me voyez pas, vous vous voyez vous-mêmes », dit Silvio dans ses chansons, ce qui m'aide à répondre à ceux qui personnalisent les résultats.

La satisfaction avec laquelle nous clôturons cette session tient à la qualité des débats auxquels nous avons assisté ces jours-ci. Et il convient de souligner le saut qui est en train de se produire dans les projections de l'organe suprême du pouvoir de l'État.

Nous comprenons que chaque minute est cruciale pour assurer l'avenir et nous avons écouté des interventions riches en contributions, bien préparées, qui sont l'expression d'un lien profond avec les bases et une orientation intentionnelle des efforts.

En même temps, il est gratifiant de constater que le gouvernement et l'Assemblée travaillent en harmonie. Ensemble, nous nous consacrons aujourd'hui à la recherche de solutions qui nous permettront de faire face à la situation économique complexe dans laquelle l'intensification du blocus, la traque financière, la politique criminelle de l'actuelle administration étasunienne nous a plongés, laquelle, à travers le retour à la doctrine Monroe, persiste dans son effort maladif à rayer de la carte ce qu'elle qualifie avec agressivité d' « axe du mal », autrement dit la Révolution bolivarienne, la Révolution sandiniste et la Révolution cubaine.

Ce que les adversaires ignorent, c'est que 60 ans de sanctions, de menaces et d'agressions en tout genre ont forgé notre résistance ; l'expérience historique de la Révolution est un livre inestimable de leçons, dont la première d'entre elles est l'échange vivant et direct avec le peuple, source permanente de créativité et d'encouragement.

De la génération historique, de Fidel et Raul, nous avons appris à nous défaire des lamentations inutiles et à nous concentrer sur la recherche de solutions, à transformer les défis en opportunités et les revers en victoires.

C'est de cette école que nous nous inspirons aujourd'hui pour promouvoir l'analyse intégrale et critique de ce qui marche mal ou ne marche pas, afin de briser le blocus interne et pour demander à tous une attitude proactive, intelligente, engagée et collective, le tout ayant été exprimé au cours de cette session de l'Assemblée, où nous avons adopté trois lois, amorçant ainsi l'intense exercice législatif dont la Constitution doit faire l'objet pour devenir effective.

Après un vaste processus de consultations avec les députés et les non députés dans le cadre d'un nouvel exercice démocratique qui a contribué à l'amélioration des textes de chacune d'entre elles et des normes juridiques qui appuieront leur application, nous avons désormais une nouvelle Loi électorale, qui garantit juridiquement les processus électoraux aux différents niveaux dans le pays et répond aux Dispositions transitoires de la nouvelle Constitution. En outre, nous avons élu les membres du Conseil national électoral, à qui nous tenons à exprimer nos félicitations.

Cela nous met en condition pour élire en octobre, à l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, les charges fondamentales de l'État, et plus tard, avant la fin de l'année, de désigner les membres du Conseil des ministres.

La Loi sur les Symboles nationaux, quant à elle, met à jour toutes les dispositions légales en vigueur en la matière, elle clarifie et précise davantage son contenu.

Comme nous l'avons répété, elle assouplit l'utilisation des symboles nationaux, dans le cadre d'un état d'ordre et de respect de la législation, et encourage un plus grand usage de ces emblèmes comme expression des sentiments patriotiques et de vénération pour ce qu'ils représentent : notre longue histoire de lutte pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la Patrie, qui est agressée de façon permanente par une guerre symbolique perverse de type colonial et impérialiste.

La Loi sur la pêche n'est pas moins importante, car elle régleme l'organisation, l'administration et le contrôle nécessaires des activités de pêche, en fonction de la conservation et de l'utilisation rationnelle des ressources hydrobiologiques dans les eaux maritimes, fluviales et lacustres de la République de

Cuba, afin de contribuer à la souveraineté alimentaire de la nation.

Compañeros et compañeras,

Les spécialistes font preuve de prudence quant au développement de l'économie mondiale. Les estimations actuelles situent la croissance moyenne à 3,3 %, inférieure aux 3,7 % prévus en décembre dernier.

Comme nous le savons et en souffrons, l'économie cubaine s'est développée au cours du premier semestre dans un contexte de restrictions, essentiellement en devises et en combustibles, en raison du renforcement du blocus, de la traque financière, de l'application du Titre III de la loi Helms-Burton, de l'interdiction des croisières et d'autres mesures, qui ont pour but de frapper principalement le tourisme et les investissements étrangers, de nous asphyxier économiquement, en provoquant des pénuries encore plus graves pour provoquer le mécontentement et démobiliser notre peuple.

Dans ce scénario complexe, au premier semestre, nous n'avons pas obtenu les recettes prévues du fait des exportations, avec des effets notamment dans le tourisme, le nickel – dont le prix a baissé – et les exportations de sucre. Néanmoins, les niveaux de production qui sont essentiels pour le pays ont été atteints.

En 2018, une fois effectués les calculs et les rapprochements des niveaux d'activité qui déterminent le comportement de l'économie, nous avons atteint une croissance du Produit intérieur brut de 2,2%, supérieure au 1,2% que, selon nos estimations, nous avons annoncé au mois de décembre 2018.

Ce qui précède implique que pour atteindre la croissance escomptée pour l'année 2019, il nous faut croître davantage que prévu initialement.

Cette année, même si nous nous trouvons dans l'œil du cyclone des adversités que l'ennemi a conçues pour nous étouffer, l'économie cubaine peut croître légèrement, grâce au fait que nous disposons du potentiel pour résister et continuer à progresser dans notre développement.

Mais la pente des défis à relever n'a pas encore été remontée. Le scénario dans lequel le tourisme cubain évoluera au second semestre sera plus complexe. La plus forte baisse sera concentrée dans les arrivées maritimes en raison de l'annulation des opérations de croisières, ce qui frappe principalement le marché étasunien.

Au cours de la période, le bilan des devises maintient l'équilibre planifié. L'indication selon laquelle le remboursement des dettes doit excéder la prise de crédits est respectée, ce qui est une autre des mesures fondamentales pour ne pas accroître l'endettement extérieur.

Le résultat obtenu est dû au contrôle exercé à partir du plan sur la dette extérieure du pays, basé sur le principe de ne pas assumer plus de dettes que nous ne pouvons en rembourser.

Il y a eu un déficit dans l'importation de carburant, ce qui nous a contraints à établir des mesures internes de restriction pour sa consommation, en évitant autant que possible les effets sur la population et les principales productions et services de l'économie. Dans ce contexte, l'économie et le contrôle prennent une plus grande importance, afin de placer chaque litre là où il est le plus nécessaire.

En dépit des tensions avec le carburant, la production d'énergie électrique a été respectée et, comme notre peuple en a été informé, nous travaillons pour qu'elle soit garantie durant tout l'été.

Les difficultés logistiques des premiers mois de l'année ont provoqué le retard des livraisons et des arrivées massives de navires. Une situation qui s'est stabilisée.

Au cours de l'année, nous avons insisté sur la nécessité de relancer la production porcine et de donner la priorité à son utilisation dans l'industrie en vue de l'élaboration de produits transformés, dans le but de multiplier son rendement et d'augmenter l'offre de produits carnés à la population.

La production totale de lait frais dépasse les prévisions du plan.

Un groupe d'investissements est mis en œuvre pour accroître la capacité des opérations de distribution et de stockage des carburants, le transport des passagers, le tourisme, la production de l'industrie chimique, et pour promouvoir les services hydrauliques et la production d'électricité par l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

Au cours du premier semestre 2019, 10 nouvelles entreprises à capitaux étrangers ont été approuvées, totalisant un montant d'investissements engagé de 1,395 milliard de dollars.

À la fin du semestre, 15 748 logements devraient être achevés.

La circulation commerciale au détail (CMM) est de 95,1 %. Les analyses effectuées révèlent qu'il n'existe pas toujours de correspondance entre la garantie des assurances et les ventes réelles, ce qui confirme qu'il existe des potentialités et des conditions pour atteindre les niveaux prévus.

Le taux de chômage est de 1,6%, semblable à celui de la période précédente, avec une croissance attendue de 2% des salariés dans le secteur non étatique, principalement dans le travail à son compte.

La liquidation du budget 2018 fait apparaître un déficit budgétaire inférieur au déficit planifié.

Le comportement de l'exécution du budget au premier semestre de l'année se caractérise par le respect des recettes prévues et un déficit inférieur aux prévisions.

Que nous disent ces données en résumé ? Que le pays avance et qu'aucune politique impériale ne pourra vaincre notre volonté d'aller plus loin. Les apprentis bourreaux du peuple cubain ne pourront rien faire face à la détermination de travailler pour vaincre et renverser la politique génocidaire anticubaine grâce à l'effort de tous.

Comme l'écrivit Fidel : « Que nul ne se fasse l'illusion que le peuple de ce pays noble et dévoué renoncera à la gloire et aux droits, et à la richesse spirituelle qu'il a conquise par le développement de l'éducation, de la science et de la culture.

« J'avertis en outre que nous sommes capables de produire la richesse alimentaire et matérielle dont nous avons besoin avec l'effort et l'intelligence de notre peuple. »

J'ai repris cette phrase de Fidel parce qu'elle renferme une leçon plutôt qu'une prédiction, fruit de sa capacité légendaire à voyager vers l'avenir et à revenir pour le raconter, comme l'a expliqué un ami algérien.

Lors des analyses en commissions de l'Assemblée, nous avons plus d'une fois parlé des erreurs et des déficiences qui ont provoqué les pics de désapprovisionnement qui nous ont affectés ces derniers mois. Tout d'abord à cause du manque de liquidités, mais aussi, et c'est uniquement notre responsabilité, à cause de la mentalité d'importation. On s'installe dans l'importation et cela devient un vice qui tue l'initiative.

À Cuba, nous produisons des œufs, mais nous importons presque tout le poulet. Et il n'y avait aucun projet d'investissement étranger dans ce secteur. Aujourd'hui, il existe huit projets pour la production étatique de porc et de poulet qui comprennent la production d'aliments pour animaux, non seulement à partir de matières premières importées, mais aussi à partir de graines produites au niveau national et en intégrant les résultats du programme du commandant en chef [Fidel Castro] pour l'alimentation animale.

Cette question nous amène à d'autres : la pauvre gestion de l'exportation et le peu d'investissements étrangers ; la faiblesse des enchaînements de la production nationale avec l'investissement étranger et avec des activités telles que le tourisme, appelé à devenir une locomotive de l'économie nationale ; le manque de vision sur les contributions que l'informatisation de la société peut apporter dans tous les domaines ; ou la sous-estimation du secteur non étatique de l'économie dans les enchaînement productifs.

Aujourd'hui, nous effectuons des analyses périodiques pour évaluer la mise en œuvre des mesures qui concernent notre économie et nous informerons en temps voulu des nouvelles décisions sur le commerce intérieur et d'autres qui devraient mobiliser toutes les réserves productives du pays.

Je ne veux pas vous lasser avec ces questions que nous avons si souvent abordées. Nous voulons simplement que vous sachiez à quel point les tournées dans le pays et la réflexion collective en matière de bataille économique nous ont apporté. Et combien et comment nous travaillons à promouvoir les énormes potentialités et les réserves dont nous disposons pour aller de l'avant.

Je dois également consacrer quelques mots à la situation internationale et au rôle et à la place de Cuba dans cette nouvelle « heure des brasiers » que la politique de Washington a imposée au monde.

Notre politique extérieure qui, avec la Révolution, célèbre cette année son 60e anniversaire, a continué d'étendre les liens de la nation à toutes les régions de la planète. Fruit de la trajectoire continue suivie par Fidel depuis le triomphe révolutionnaire, elle se poursuit, inspirée par la solidarité et l'internationalisme, le respect du Droit international et les buts et les principes de la Chartes des Nations Unies.

Cuba entretient aujourd'hui des relations d'amitié et, dans de nombreux cas, de coopération avec presque tous les pays du monde. Nous jouissons du respect et de la confiance pour notre contribution à la paix, notre loyauté aux engagements et pour la transparence de notre conduite.

Nous contribuons activement aux efforts internationaux en faveur de la justice, de la promotion des droits humains, de la protection de l'environnement, de la sécurité et, bien sûr, de la défense du droit des peuples à l'autodétermination.

Nous bénéficions de la gratitude des peuples avec lesquels nous avons partagé des engagements et des sacrifices d'une manière désintéressée, souvent au risque de perdre la vie.

Notre effort de coopération internationale concerne actuellement près de 33 000 professionnels dans 85 pays, qui fournissent volontairement des services dans les secteurs de la santé, l'éducation, la construction, le sport, entre autres. À Cuba, quelque 12 699 jeunes de 133 pays suivent actuellement une formation professionnelle. Les liens avec la plupart de ces pays sont un exemple réussi de ce que les Nations Unies appellent la « coopération Sud-Sud », fondée sur la complémentarité et l'autodurabilité entre pays en développement.

Nous faisons partie de la communauté internationale qui est aujourd'hui mise au défi de faire face au comportement agressif et arrogant des États-Unis, un grave danger pour la paix, la sécurité et l'existence des ressources dont dépend la vie sur la planète, associé à l'utilisation des armes nucléaires et du changement climatique progressif.

Ceux qui sont aujourd'hui à la tête de la direction politique d'une nation aussi influente ont montré qu'ils méprisent les engagements et les instruments juridiques librement acceptés par la grande majorité des États, qu'ils ne respectent pas le droit à l'autodétermination des peuples et nient le principe d'égalité souveraine entre les nations.

Ils estiment que la volonté de leur gouvernement peut être imposée à d'autres, y compris à leurs propres alliés, par le biais de menaces ou de sanctions, par l'imposition de tarifs douaniers commerciaux punitifs

et d'autres mesures coercitives et unilatérales. Dans des cas plus graves, ils recourent à la guerre ou aux conflits armés non conventionnels, quelles qu'en soient les conséquences, aux coups d'État ou à l'imposition ouverte et éhontée du dénommé « changement de régime ».

Ils se proposent de détruire sans tarder le système des relations internationales fondé sur les normes et principes de la Charte des Nations Unies.

Dans l'hémisphère occidental, le gouvernement des États-Unis a ouvertement déclaré la validité et l'application de l'infâme doctrine Monroe, ce vieil instrument du colonialisme, du néocolonialisme et de l'impérialisme, qui remet en question le droit à l'autodétermination, menace la souveraineté de toutes les nations d'Amérique, sans exception, et vise à intimider le reste du monde.

Contre la République bolivarienne du Venezuela, les États-Unis ont utilisé de nombreux moyens d'agression, tous interdits par l'ONU. Ils n'ont toujours pas rendu de comptes pour la promotion de la violence dans ce pays, le sabotage économique, les plans d'assassinat du président, l'application de mesures économiques visant à provoquer la souffrance et les pénuries dans la population, le financement et l'organisation de coups d'État, le vol des actifs souverains et l'utilisation opportuniste de l'aide humanitaire à des fins de déstabilisation politique.

Je rappelle une fois de plus la ferme solidarité et l'appui de Cuba à la Révolution bolivarienne et chaviste, à l'union civique et militaire de son peuple, au gouvernement constitutionnel dirigé par le président Nicolas Maduro Moros et aux efforts déployés par ce noble peuple dans la défense de sa souveraineté et en rejet de l'ingérence étrangère (Applaudissements).

Contre Cuba, la conduite des États-Unis reste ancrée sur l'objectif de parvenir à l'asphyxie économique par le durcissement du blocus, par la promotion de la subversion politique, à laquelle ils consacrent chaque année des dizaines de millions de dollars dans le but de diviser, confondre et affaiblir l'unité de notre peuple, et par la féroce campagne de propagande destinée à discréditer la Révolution, ses dirigeants et son glorieux héritage historique ; dénigrer les politiques économiques et sociales en faveur du développement et de la justice, liquider les forces politiques de gauche et les mouvements populaires et rétablir le maccarthysme afin de tenter de détruire les idées du socialisme.

Comme l'a souligné le compañero Raul le 10 avril dernier devant cette même Assemblée :

« En dépit de son immense pouvoir, l'impérialisme ne possède pas la capacité de briser la dignité d'un peuple uni, fier de son histoire et de la liberté conquise à force de tant de sacrifices. »

Compañeras et compañeros:

Dans quelques jours, nous célébrerons un nouvel anniversaire, le 66e, de l'attaque contre la caserne Moncada à Santiago de Cuba et celle de Carlos Manuel de Céspedes à Bayamo, cette dernière ville, qui accueillera les festivités de cette année pour les résultats de la province qui honore de son nom la génération qui apporta à Cuba la liberté définitive voilà plus de 60 ans sur la plage de Las Coloradas.

Au nom des générations qui donnent continuité au processus indépendantiste amorcé sur ces terres il y a 151 ans, nous prendrons la parole lors de la commémoration et il y aura sans doute de nouvelles évaluations à faire sur les progrès et les défis qui nous attendent au second semestre.

Mais aujourd'hui il est indispensable d'appeler le peuple de Cuba et notamment ses représentants à l'organe supérieur du pouvoir de l'État, à faire en sorte que tout ce que nous avons fait ou que nous ferons soit défendu par tous et chacun d'entre nous, avec la conviction que c'est seulement ainsi que nous nous défendons.

Notre peuple, dans toute sa sagesse, a compris l'importance des mesures économiques les plus récentes et a réagi avec intelligence, en insistant sur la nécessité de répondre aux augmentations de salaire dans le secteur budgétisé par des résultats et des contrôles qui nous sauvent de l'inflation et autres dangers. Les économistes sont spécialement invités à contribuer à la recherche des réserves d'efficacité.

Il convient également de tirer parti de toutes les opportunités qui s'ouvrent pour l'économie nationale, soit dans le secteur des entreprises, dans le secteur budgétisé et y compris le secteur privé, et défaire les nœuds qui l'encombrent. Avec du travail, de l'innovation, de la science et de la production.

Dans cette nouvelle étape, la solution se trouve dans le territoire, dans la municipalité, dans le développement local, conscients que tout ce qui y est produit et tout ce qui avance là-bas bénéficie plus directement au peuple.

Il nous faut continuer à puiser dans nos réserves matérielles et humaines, dans ce que le fait d'économiser peut nous apporter en termes de source de revenus et notre spiritualité comme source d'énergie créatrice.

Et nous devons revoir aussi les orientations du commandant en chef pour affronter la Période spéciale. Sans en craindre les termes. La stratégie de lutte contre le double blocus a généré de nombreuses initiatives que nous avons remises dans un tiroir dès que la situation s'est améliorée, ce qui est une erreur. Pour ne pas revenir à la Période spéciale, nous devons tirer les leçons et les contributions qu'il nous a léguées.

Chers compañeras et compañeros,

L'Assemblée nationale sera toujours un espace de réflexion et surtout de partage et de décision collective pour activer davantage et mieux les ressorts de notre prospérité.

Nous nous devons de perdre la mauvaise habitude de croire que toutes les solutions viendront d'en haut. Si nous comprenons vraiment la nécessité d'un changement de mentalité, alors nous pourrions tous coopérer en proposant des solutions à nos problèmes, certaines pour le présent et d'autres pour plus tard, mais toujours dans le but d'améliorer la qualité de vie du peuple.

Le gouvernement électronique, par exemple, n'est pas une invention cubaine. C'est un besoin urgent pour le fonctionnement de toute société à l'heure actuelle.

Quant à la tâche fondamentale de nous connecter aux besoins et aux demandes du peuple, le gouvernement électronique ne peut pas s'exercer du lundi au vendredi. Il s'agit d'une tâche permanente. Il nous faut apprendre une fois pour toutes que nous, les membres du service public, nous nous devons au peuple et cela comprend une vigilance permanente et l'utilisation de tous les outils qui peuvent nous avertir à temps que quelque chose manque ou est défaillant.

Cela ne signifie pas, bien sûr, qu'il faille donner crédit aux bobards ou aux fake news fabriqués par les ennemis et que fréquemment certains naïfs ou irresponsables diffusent sur les réseaux sociaux.

La direction du Parti et le gouvernement ont démontré leur engagement envers une information opportune et ouverte sur toute mesure prise ou avancée en fonction de l'intérêt public. Et nous défendrons toujours cette politique. D'autres pourront être plus rapides et plus efficaces pour répandre des mensonges, mais le peuple cubain sait que la Révolution, par principe, ne dit que la vérité (Applaudissements).

J'attire également l'attention de ces fonctionnaires qui estiment que certaines questions ne correspondent pas à leur hiérarchie, mais à des niveaux inférieurs de direction.

Celui qui a sous la main la solution la plus rapide et la plus efficace à un problème n'a pas de raison de le minimiser ni de déléguer sa solution en fonction de considérations hiérarchiques ou sectorielles. Nous sommes tous des serviteurs publics.

Ceux qui sont en mesure de résoudre quelque chose ont aussi le devoir de ne pas le laisser à autres. Derrière chaque problème, il y a un Cubain ou une Cubaine qui a besoin d'attention : récupérer la sensibilité et la mettre à la mode est un mot d'ordre (Applaudissements).

Quiconque entrave, retarde ou rend impossible la procédure pour avoir accès à une subvention, au titre de propriété d'une maison, à l'usufruit d'une terre donnée pour produire nie l'esprit de la Révolution. Ce sont des démarches qui, en général, volent du temps et de l'énergie aux personnes qui travaillent, étudient et contribuent à la société.

Lorsque nous parlons de sauver la décence, nous pensons aussi à l'honnêteté et au sens de la coopération des serviteurs publics.

La vocation de servir ne peut ni ne doit être confondue avec le servilisme. Donner un bon service avec amabilité, humilité et éducation nous rend plus professionnels et frappe notre travail d'un sceau de qualité et de chaleur humaine dont d'autres ont besoin aujourd'hui et dont nous aurons besoin demain. Nous devons être sérieux et efficaces dans les réponses.

En tant que société, nous devons retrouver des habitudes de courtoisie que nous avons perdues. Il n'y a rien de plus étranger à la Révolution que la mauvaise éducation : la perte des valeurs est une entrave, depuis nos relations personnelles dans la collectivité jusque dans l'exportation de nos services. Et c'est la première cause du malaise que nous nous causons mutuellement dans la vie quotidienne.

Je veux nous appeler à subordonner les intérêts personnels aux intérêts collectifs, sans nier aucun des deux, mais en les intégrant. Il est clair pour moi que dans une société humaniste et solidaire comme la nôtre, on ne saurait être heureux individuellement.

Mettant de côté vanités et égoïsmes, en pratiquant l'honnêteté, le goût du travail, la décence, nous contribuerons également au Produit intérieur brut. L'économie augmentera, ainsi que la force spirituelle de notre peuple, ce pays que nous sommes devenus et que parfois, il nous est difficile d'identifier en chacun de nous-mêmes.

Don Fernando Ortiz disait : « ... s'il n'est pas aussi grave que l'impérialisme économique, qui suce le sang du peuple cubain, l'impérialisme idéologique qui le suit affaiblit également. Celui-là brise son indépendance économique ; celui-ci détruit sa vie morale. L'un lui ôte son soutien ; et l'autre l'âme. »

Avec cet anti-impérialisme que nous portons dans nos veines pour les souffrances que nous a infligées durant plus d'un siècle le puissant voisin qui nous méprise et nous attaque, il nous faut aussi nourrir le sentiment socialiste que la Révolution a inculqué à nos gens, dans la lutte pour conquérir toute la justice que José Martí nous a léguée.

Nous ne serions rien si nous avions abandonné le système social que cette honorable Assemblée a ratifié comme destinée immédiate de la nation cubaine.

C'est un sujet passionnant auquel nous consacrerons d'autres moments, conscients que tout le bonheur que nous souhaitons multiplier en tant que pratique de vie dans notre peuple est lié à la décision volontaire et consciente de rendre notre socialisme prospère et durable.

Je partage aussi avec vous une conviction personnelle : la seule façon de résoudre tous nos problèmes est que tous et chacun d'entre nous qui aimons la Révolution, nous nous demandions quotidiennement : que puis-je faire, que puis-je apporter, quelle peut être ma part d'engagement personnel pour la

croissance collective ?

« Que chacun fasse sa part de devoir, et rien ne pourra nous vaincre », a dit Marti, et conscients de cette évidence, nous avons appelé à penser en tant que pays.

La journaliste Leticia Martinez Hernandez, a répondu la première sur Twitter :

Que signifie penser en tant que pays ? Et Leticia de préciser :

Que ton problème soit le mien.

Que le mal fait, ce qui blesse Cuba, ce qui ne lui apporte rien ne me laisse pas indifférente.

Que ce ne soit pas l'égoïsme qui préside aux actions quotidiennes, mais la solidarité.

Que l'opinion de chacun soit écoutée, avec respect.

Et Yoerkis Sanchez, directeur de Juventud Rebelde, a répondu en vers :

Qu'est-ce que penser en tant que pays ?

C'est se consacrer au travail ;

couper les vices à la racine,

rendre l'autre heureux.

Protéger nos racines

face au consumérisme cruel ;

c'est remplir notre rôle

et respecter avec humilité

le #SomosContinuidad

avec Raul et Fidel (Applaudissements)

En effet, penser en tant que pays, penser Cuba, c'est nous donner tous corps et âme au service de la nation, en tirant le plus grand parti de la force la plus formidable et la plus puissante de la Révolution : l'Unité.

Tel est notre monument à la génération historique. Une œuvre en construction qui consolide le passé, soutient le présent et garantit l'avenir de la Révolution. Infinie comme les rêves des hommes et des femmes qui l'ont démarrée.

Nous sommes Cuba ! Nous sommes Continuité !

La Patrie ou la mort !

Venceremos !

(Ovation.)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/196272-de-fidel-et-raul-nous-avons-appris-a-nous-defaire-des-lamentations-inutiles-et-a-nous-concentrer-sur-la-recherche-de-solutions-a-transformer-les-defis-en-opportunités-et-les-revers-en-victoire>



Radio Habana Cuba